

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 26 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

Domaine de Chevret
58160 SAINT-OUEN-SUR-LOIRE

Références : 220596
Code AIOT : 0005400425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE? implanté Domaine de Chevret - 58160 SAINT-OUEN-SUR-LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a eu lieu dans le cadre de la surveillance de la mise en application de l'arrêté cadre sécheresse du 09/08/2021 et de l'arrêté du 09/08/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- Domaine de Chevret - 58160 SAINT-OUEN-SUR-LOIRE
- Code AIOT : 0005400425
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement est une carrière alluvionnaire avec installation de traitement autorisée depuis 1983.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 31/08/2017, article Art. 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction des prélèvements/ consommations	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2	/	Sans objet
7	Eaux de procédé des installations et bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 31/08/2017, article Art. 4.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de traitement prélève une grande quantité d'eau. Ces eaux sont recyclées car l'installation fonctionne en circuit fermé. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de quantifier ce recyclage alors que cela lui est imposé dans son arrêté d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Pour des motifs liés à des impératifs de santé et salubrité publique (y compris l'arrosage des grumes) et raison de sécurité civile (C.E. art L. 211-1), une dérogation est possible sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires sauf pour les cas d'urgence qui donneront lieu à bilan transmis a posteriori à l'autorité compétente.
Constats : L'établissement n'est pas concerné par une dérogation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception : - des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ; - des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau ; - dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.
Constats : L'établissement est une carrière alluvionnaire avec installation de traitement des matériaux. De l'eau dite « eau claire » est prélevée dans un bassin de décantation. Cette eau est utilisée pour le lavage des matériaux, l'arrosage des pistes, le lavage des engins. La majorité de cette eau est ensuite rejetée dans un bassin de décantation des eaux de procédés, avant de transiter dans le premier bassin de décantation afin d'être réintroduite dans le procédé. Les eaux de procédé sont donc intégralement recyclées, cependant l'exploitant n'est pas en mesure de le quantifier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : Lors de la présente inspection, le site était en arrêt de production au motif des congés, l'activité doit reprendre au 1 ^{er} septembre. Afin de réduire sa consommation d'eau, l'exploitant indique mettre en place un arrosage alternatif des pistes (10 minutes/heures) et qu'il a la possibilité de mettre en place un criblage à sec.
L'exploitant doit envoyer les relevés hebdomadaires de sa consommation d'eau pour les deux premières semaines de reprise d'activité. Également, les relevés pour la même période en 2021 sont demandés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre quotidien pour tout prélèvement ou consommation supérieure à 100 m ³ par jour
Constats : Aucun registre quotidien n'a été mis en place.
Il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'arrêté cadre n°58-2021-06-15-00011 article 4.2, les activités industrielles dont la consommation est supérieure à 1 000 m³/an, dès lors que le seuil d'alerte renforcée est déclaré, doivent mettre en place un registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100 m³/jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 semaine

N° 5 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2021, article Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est inférieure à 1 000 m ³ par an : Mise en œuvre de dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limitation au maximum des consommations.
Constats : La consommation de l'établissement est supérieure à 1 000 m ³ /an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2017, article Art. 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, à l'exception de ceux liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à l'alimentation des installations de traitement des matériaux, à l'arrosage des pistes et au nettoyage des véhicules.</p> <p>Les prélèvements d'eau issus du réseau d'adduction public sont exclusivement réservés aux besoins en eaux des locaux sanitaires.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Pour chaque dispositif, l'exploitant tient à jour un registre des prélèvements d'eau qu'il renseigne mensuellement.</p>
<p>Constats : Le nettoyage des engins souillés est effectué à partir du réseau public, cette eau est collectée dans un déshuileur puis rejetée un bassin de décantation.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de prouver sa consommation d'eau du réseau public à l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit arrêter le nettoyage des engins avec de l'eau provenant du réseau public sans délai.</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection un justificatif de sa consommation d'eau du réseau public dans un délai de deux semaines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 semaines

N° 7 : Eaux de procédé des installations et bassins de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2017, article Art. 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé.</p> <p>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu.</p> <p>Les eaux de lavage des matériaux transitent dans 2 bassins de décantation, d'un volume total de 5 000 m³. Lorsque les matières en suspension sont décantées, elles sont pompées pour être réintroduites en fabrication.</p> <p>Les bassins de décantation doivent être réalisés de sorte à ne pas avoir d'influence sur la nappe.</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif de mesure totalisateur sur la pompe du bassin d'eau claire de manière à pouvoir mesurer le taux de recyclage des eaux de procédé. Il tient également à jour mensuellement un registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (cf article 4.1.1).</p> <p>Les bassins de pompage et décantation sont conçus pour ne recevoir que les eaux propres, les eaux de procédés et les eaux issues de l'aire étanche après traitement.</p>
<p>Constats : Il n'y a pas de dispositif de mesure totalisateur en place. Il est donc impossible pour l'exploitant de mesurer son taux de recyclage des eaux de procédé.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place cette mesure ou de justifier, le cas échéant, l'impossibilité de la mettre en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet